

La Banque Nationale divulgue ses résultats du deuxième trimestre 2009

L'information financière fournie dans le présent communiqué est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009. On peut obtenir de l'information additionnelle sur la Banque Nationale du Canada, y compris la notice annuelle, dans le site web de SEDAR : www.sedar.com et dans celui de la Banque : www.bnc.ca. Les symboles M\$ et G\$ désignent respectivement les millions et les milliards de dollars.

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2009 :

- Bénéfice net de 241 M\$ au deuxième trimestre de 2009, par rapport à un bénéfice net de 165 M\$ au deuxième trimestre de 2008, en hausse de 46 %;
- Bénéfice dilué par action de 1,41 \$ au deuxième trimestre, par rapport à un bénéfice dilué par action de 1,00 \$ au trimestre correspondant de 2008, une augmentation de 41 %;
- Rendement des capitaux propres de 18,5 %;
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 de 10,3 % au 30 avril 2009 comparativement à 9,4 % au 31 octobre 2008.

FAITS SAILLANTS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2009 ⁽¹⁾ :

- Bénéfice net de 261 M\$ au deuxième trimestre 2009, en hausse de 14 % par rapport à la même période en 2008, une fois exclus les éléments particuliers liés à la détention de papier commercial adossé à des actifs (PCAA);
- Bénéfice dilué par action de 1,53 \$ au deuxième trimestre 2009, par rapport à 1,41 \$ au trimestre correspondant de 2008, en hausse de 9 %;
- Rendement des capitaux propres de 19,4 %.

(1) Le mode de présentation de l'information est expliqué en détail à la page 5.

MONTREAL, le 28 mai 2009 – La Banque Nationale annonce un bénéfice net de 241 M\$ au deuxième trimestre de l'exercice 2009, par rapport à un bénéfice net de 165 M\$ réalisé au deuxième trimestre de 2008, une augmentation de 46 %. Le bénéfice dilué par action atteint 1,41 \$ contre 1,00 \$ au trimestre correspondant de 2008. Les résultats du trimestre comprennent des charges liées à la détention de PCAA pour un montant de 20 M\$, déduction faite des impôts, composées principalement de pertes sur opérations de couverture économique. Au deuxième trimestre 2008, la Banque avait enregistré des charges relatives au PCAA de 64 M\$, déduction faite des impôts, qui représentaient des pertes sur opérations de couverture économique, le coût de financement ainsi que des honoraires professionnels. En excluant les éléments particuliers, le bénéfice net du deuxième trimestre aurait été de 261 M\$ comparativement à 229 M\$ au deuxième trimestre de 2008, soit une augmentation de 14 %. Le bénéfice dilué par action aurait atteint 1,53 \$, par rapport à 1,41 \$ au trimestre correspondant de 2008, en hausse de 9 %.

Le bénéfice net de la Banque pour les six premiers mois de l'exercice financier se chiffre à 310 M\$, contre 420 M\$ pour la période correspondante de 2008. En excluant les éléments particuliers, tous liés à l'incidence du PCAA au premier semestre de l'exercice 2009, le bénéfice net aurait atteint 514 M\$, comparativement à 466 M\$, une hausse de 10 % pour la période correspondante de 2008 excluant un gain sur cession de la filiale de la Banque à Nassau ainsi que les charges liées à la détention de PCAA. Le bénéfice dilué par action atteint 1,77 \$ pour les six premiers mois, comparativement à 2,58 \$ pour la période correspondante de 2008. En excluant les éléments particuliers, le bénéfice dilué par action se chiffre à 3,04 \$ en hausse de 0,17 \$ ou 6 % par rapport au premier semestre 2008.

« Bénéficiaire de la relative bonne tenue de l'économie du Québec, la Banque a su tirer son épingle du jeu. Le secteur Particuliers et entreprises affiche une légère croissance de ses revenus au deuxième trimestre de 2009 par rapport à la même période l'an dernier. Le secteur de Gestion de patrimoine a été affecté par la décroissance de ses actifs sous gestion mais poursuit avec succès le plan de centralisation et d'intégration de plusieurs de ses unités d'affaires. Quant au secteur des Marchés financiers, il affiche une excellente performance dans la majorité de ses activités, en particulier dans les transactions de titres à revenus fixes », a déclaré le président et chef de la direction, Louis Vachon.

Résultats sectoriels

Particuliers et entreprises

La contribution du secteur Particuliers et entreprises atteint 222 M\$ au deuxième trimestre 2009, en augmentation de 4 M\$ comparativement au trimestre correspondant de 2008. Le bénéfice net a connu une légère hausse de 2 % pour s'établir à 118 M\$ au trimestre. Le revenu total du secteur a progressé de 9 M\$ pour atteindre 548 M\$. Le volume des prêts du secteur Particuliers et entreprises a augmenté de 8 % du deuxième trimestre 2008 au trimestre correspondant de 2009. Cette croissance a été atténuée par la réduction de la marge bénéficiaire qui est surtout attribuable à la diminution des marges sur les dépôts.

Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 5 M\$ pour atteindre 369 M\$. Le volume des prêts et dépôts a connu une bonne croissance contrebalancée par un rétrécissement des marges bénéficiaires. La diminution de la marge bénéficiaire sur les dépôts a été partiellement contrebalancée par l'amélioration de la marge bénéficiaire des cartes de crédit. L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 4 M\$, générée surtout par la hausse des activités de financement auprès des clients.

Les charges d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises ont atteint 326 M\$ au deuxième trimestre 2009, en hausse de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Les dotations aux pertes sur créances du secteur sont en hausse de 4 M\$ pour un total de 49 M\$, surtout en raison de pertes sur créances plus élevées pour les créances sur cartes de crédit, atténuées par une réduction des pertes sur créances aux petites et moyennes entreprises.

Au premier semestre 2009, le bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises s'établit à 258 M\$, soit une hausse de 9 M\$ par rapport au bénéfice net de 249 M\$ réalisé à la même période en 2008. Le revenu total du secteur a progressé de 2 % pour atteindre 1 119 M\$. Le revenu total des Services aux particuliers a progressé de 11 M\$ ou 1 %. L'augmentation du revenu total des Services aux entreprises a été de 15 M\$ ou 4 %. Les dotations aux pertes sur créances du secteur Particuliers et entreprises sont plus élevées de 7 M\$ par rapport au semestre correspondant de 2008. Cette hausse est attribuable aux pertes sur créances sur cartes de crédit pour 11 M\$ et aux prêts aux particuliers pour 6 M\$ compensée par la baisse des pertes des Services aux entreprises de 10 M\$. Le ratio des charges d'exploitation sur le revenu est demeuré constant à 58 % au premier semestre 2009, par rapport au semestre correspondant de 2008.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'établit à 32 M\$ au deuxième trimestre 2009, par rapport à 38 M\$ au trimestre correspondant de 2008, soit une diminution de 6 M\$. Le revenu total du secteur atteint 184 M\$, par rapport à 204 M\$ au deuxième trimestre 2008. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de valeur des actifs sous gestion et administration. Les charges d'exploitation diminuent de 6 M\$ pour s'établir à 140 M\$ au deuxième trimestre 2009 principalement en raison d'une baisse de la rémunération variable.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2009, le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine atteint 64 M\$ comparativement à 77 M\$ à la même période en 2008, en raison des mêmes facteurs mentionnés au trimestre. Le revenu total du secteur s'établit à 379 M\$, par rapport à 418 M\$ au premier semestre 2008. Les charges d'exploitation se sont élevées à 286 M\$, soit une amélioration de 13 M\$ en comparaison des charges d'exploitation de 299 M\$ au premier semestre 2008.

Marchés financiers

Le secteur Marchés financiers affiche un bénéfice net de 123 M\$ au deuxième trimestre 2009, en hausse de 41 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Le revenu total du secteur atteint 355 M\$, contre 281 M\$ au deuxième trimestre 2008. En tenant compte des revenus ajustés pour l'équivalent imposable et des participations sans contrôle, le revenu du trimestre est de 354 M\$, comparativement à 267 M\$ au trimestre correspondant de 2008. Les revenus des activités de négociation ont atteint 188 M\$ au trimestre, une augmentation de 119 M\$ en comparaison avec le trimestre correspondant de 2008, principalement en raison de la hausse des revenus sur les titres à revenus fixes en partie compensée par la diminution des revenus de titres de participation. Les commissions des marchés financiers et les revenus autres sont en baisse respectivement de 16 M\$ et de 56 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. La baisse des commissions des marchés financiers est attribuable à la faiblesse des activités en raison de l'incertitude des marchés financiers. La réduction des revenus autres provient, en partie, de la contribution plus faible de la société satellite Maple Financial Group Inc. à hauteur de 20 M\$. Les gains sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont en hausse de 28 M\$ et les revenus des services bancaires augmentent de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2008. Les charges d'exploitation du trimestre s'établissent à 171 M\$, une hausse de 15 M\$ par rapport au deuxième trimestre 2008, en raison de la hausse de la rémunération variable de 21 M\$ compensée par la baisse des salaires et avantages sociaux de 4 M\$. Pour le deuxième trimestre 2009, le secteur a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 7 M\$ alors que des récupérations de 2 M\$ avaient été enregistrées au cours du deuxième trimestre 2008.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2009, le bénéfice net du secteur s'établit à 196 M\$, soit une hausse de 42 M\$ par rapport à la même période en 2008. Le revenu total s'est établi à 614 M\$, contre 497 M\$ pour le premier semestre 2008. En tenant compte des revenus ajustés pour l'équivalent imposable et des participations sans contrôle relatifs aux activités de négociation, les revenus des Marchés financiers s'établissent à 623 M\$ en hausse de 78 M\$ par rapport au premier semestre 2008. Cette hausse se compose principalement de l'augmentation des revenus provenant des activités de négociation sur les titres à revenus fixes compensée par la baisse des commissions des marchés financiers et des revenus Autres. Les charges d'exploitation se sont élevées à 339 M\$, en hausse de 14 M\$, comparativement aux six premiers mois de l'exercice 2008. Pour le semestre 2009, le secteur a enregistré des dotations aux pertes sur créances de 10 M\$ alors que des récupérations de 2 M\$ avaient été comptabilisées au cours du semestre correspondant de 2008.

Autres

La rubrique *Autres* des résultats sectoriels affiche une perte nette de 32 M\$ au deuxième trimestre 2009 en comparaison d'une perte nette de 71 M\$ au trimestre correspondant de 2008. Les résultats du trimestre tiennent compte de charges liées à la détention de PCAA pour un montant net de 20 M\$ se composant principalement de pertes sur opérations de couverture économique. Au deuxième trimestre 2008, les charges liées au PCAA se chiffraient à 64 M\$, déduction faite des impôts, et représentaient des pertes sur opérations de couverture économique, le coût de financement ainsi que des honoraires professionnels. Excluant les éléments particuliers, les revenus totaux de la rubrique *Autres* pour le deuxième trimestre 2009 sont négatifs de 28 M\$ en comparaison à un montant négatif de 49 M\$ pour le deuxième trimestre 2008. Cette différence est principalement attribuable à l'augmentation des revenus provenant des activités de titrisation. Au premier semestre 2009, la perte nette s'élève à 208 M\$, contre une perte nette de 60 M\$ au semestre correspondant de l'exercice 2008, principalement en raison de charges attribuables à l'incidence du PCAA dont le coût lié à la détention de PCAA et une charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA. Excluant les éléments particuliers, la perte nette pour les six premiers mois de l'exercice financier s'élève à 4 M\$ contre une perte de 14 M\$ au semestre correspondant de 2008.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio des fonds propres total, selon les règles de la Banque des règlements internationaux (BRI) – Bâle II –, sont de 10,3 % et 13,8 % au 30 avril 2009, par rapport à 9,4 % et 13,2 % au 31 octobre 2008. La hausse des ratios des fonds propres est attribuable à l'émission de deux séries d'actions privilégiées au cours du premier trimestre 2009 pour un montant de 315 M\$ et à une légère diminution de l'actif pondéré en fonction du risque. Par ailleurs, le rachat de débentures subordonnées pour un montant 250 M\$ au deuxième trimestre 2009 a réduit le ratio de capital total. Ces mêmes ratios calculés selon les anciennes règles de la BRI – Bâle I –, auraient été de 11,0 % et 14,6 % au 30 avril 2009 respectivement.

L'actif pondéré en fonction du risque, selon les règles de Bâle II, est de 56,7 G\$ au 30 avril 2009 alors qu'il s'établit à 58,1 G\$ au 31 octobre 2008, soit une légère baisse de 2 %. Selon Bâle I, l'actif pondéré en fonction du risque aurait été de 55,0 G\$ au 30 avril 2009.

Indicateurs financiers

| | Résultats 2 ^e trimestre 2009 | Résultats excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ | Résultats 1 ^{er} semestre 2009 | Résultats excluant les éléments particuliers ⁽¹⁾ |
|--|---|--|---|--|
| Croissance du bénéfice dilué par action | 41 % | 9 % | (31)% | 6 % |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires | 18,5 % | 19,4 % | 11,5 % | 19,3 % |
| Ratio de fonds propres de catégorie 1 selon Bâle II | 10,3 % | 10,3 % | 10,3 % | 10,3 % |
| Ratio de versement des dividendes | | | 64 % | 42 % |

(1) Consulter la rubrique « Mode de présentation de l'information » à la page 5.

FAITS SAILLANTS

(non vérifiés) (en millions de dollars)

| | Trimestre terminé le | | | Semestre terminé le | | |
|---|----------------------|-----------------|--------------------------|---------------------|---------------|--------------------------|
| | 30 avril 2009 | 30 avril 2008 | Variation en pourcentage | 30 avril 2009 | 30 avril 2008 | Variation en pourcentage |
| Résultats d'exploitation | | | | | | |
| Revenu total | 1 031 \$ | 887 \$ | 16 | 1 907 \$ | 1 816 \$ | 5 |
| Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle ⁽¹⁾ | 1 030 | 873 | 18 | 1 916 | 1 864 | 3 |
| Bénéfice net | 241 | 165 | 46 | 310 | 420 | (26) |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires | 18,5 % | 14,3 % | | 11,5 % | 18,6 % | |
| Par action ordinaire (en dollars) | | | | | | |
| Bénéfice – de base | 1,41 \$ | 1,01 \$ | 40 | 1,77 \$ | 2,59 \$ | (32) |
| Bénéfice – dilué | 1,41 | 1,00 | 41 | 1,77 | 2,58 | (31) |
| EXCLUANT LES ÉLÉMENTS PARTICULIERS ⁽²⁾ | | | | | | |
| Résultats d'exploitation | | | | | | |
| Revenu total | 1 059 \$ | 975 \$ | 9 | 2 077 \$ | 1 891 \$ | 10 |
| Revenu total ajusté pour les participations sans contrôle ⁽¹⁾ | 1 058 | 961 | 10 | 2 086 | 1 939 | 8 |
| Bénéfice net | 261 | 229 | 14 | 514 | 466 | 10 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires | 19,4 % | 20,2 % | | 19,3 % | 20,7 % | |
| Par action ordinaire (en dollars) | | | | | | |
| Bénéfice – de base | 1,53 \$ | 1,42 \$ | 8 | 3,04 \$ | 2,89 \$ | 5 |
| Bénéfice – dilué | 1,53 | 1,41 | 9 | 3,04 | 2,87 | 6 |
| Par action ordinaire (en dollars) | | | | | | |
| Dividendes déclarés | 0,62 \$ | 0,62 \$ | | 1,24 \$ | 1,24 \$ | |
| Valeur comptable | | | | 31,88 | 28,76 | |
| Cours de l'action | | | | | | |
| haut | 46,43 | 53,73 | | 46,43 | 54,25 | |
| bas | 30,71 | 44,39 | | 25,62 | 44,39 | |
| clôture | 43,65 | 53,73 | | 43,65 | 53,73 | |
| | 30 avril 2009 | 31 octobre 2008 | Variation en pourcentage | | | |
| Situation financière | | | | | | |
| Actif total | 137 935 \$ | 129 332 \$ | 7 | | | |
| Prêts et acceptations ⁽³⁾ | 56 732 | 56 015 | 1 | | | |
| Dépôts | 79 870 | 76 022 | 5 | | | |
| Débitures subordonnées et capitaux propres | 8 281 | 7 764 | 7 | | | |
| Ratios de fonds propres – BRI selon Bâle II | | | | | | |
| catégorie 1 | 10,3 % | 9,4 % | | | | |
| total | 13,8 % | 13,2 % | | | | |
| Ratios de fonds propres – BRI selon Bâle I | | | | | | |
| catégorie 1 | 11,0 % | 10,1 % | | | | |
| total | 14,6 % | 14,1 % | | | | |
| Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques et générale | | | | | | |
| en % des prêts et acceptations | (0,3)% | (0,3)% | | | | |
| Biens sous gestion et administration | | | | | | |
| Épargne totale des particuliers | 98 725 | 95 893 | | | | |
| Couverture d'intérêts | 4,80 | 5,21 | | | | |
| Couverture de l'actif | 4,01 | 3,89 | | | | |
| Autres renseignements | | | | | | |
| Nombre d'employés | 17 343 | 17 146 | 1 | | | |
| Nombre de succursales au Canada | 446 | 446 | – | | | |
| Nombre de guichets automatiques | 856 | 857 | – | | | |

(1) L'ajustement représente principalement les gains ou pertes attribuables aux tiers utilisant la plateforme Innocap.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » à la page 5.

(3) Déduction faite des actifs titrisés

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

La Banque utilise certaines mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que le bénéfice net et les autres mesures rajustées en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Données financières

(non vérifiées) (en millions de dollars)

| | Notes | Trimestre terminé le | | | Semestre terminé le | | |
|--|-------|----------------------|----------------|-----------|---------------------|----------------|-------------|
| | | 30 avril 2009 | 30 avril 2008 | % | 30 avril 2009 | 30 avril 2008 | % |
| Particuliers et entreprises | | 118 | 116 | 2 | 258 | 249 | 4 |
| Gestion de patrimoine | | 32 | 38 | (16) | 64 | 77 | (17) |
| Marchés financiers | | 123 | 82 | 50 | 196 | 154 | 27 |
| Autres | | (32) | (71) | | (208) | (60) | |
| Bénéfice net | | 241 | 165 | 46 | 310 | 420 | (26) |
| Plus : charges liées à la détention de PCAA | 1 | 20 | 64 | | 118 | 78 | |
| Plus : charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA | 2 | – | – | | 86 | – | |
| Bénéfice net excluant l'incidence du PCAA | | 261 | 229 | 14 | 514 | 498 | 3 |
| Moins : gain sur cession de la filiale de la Banque à Nassau | 3 | – | – | | – | (32) | |
| Bénéfice net excluant les éléments particuliers | | 261 | 229 | 14 | 514 | 466 | 10 |
| Bénéfice dilué par action ordinaire | | 1,41 \$ | 1,00 \$ | 41 | 1,77 \$ | 2,58 \$ | (31) |
| Plus : charges liées à la détention de PCAA | 1 | 0,12 | 0,41 | | 0,73 | 0,49 | |
| Plus : charge liée aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA | 2 | – | – | | 0,54 | – | |
| Bénéfice dilué par action ordinaire excluant l'incidence du PCAA | | 1,53 \$ | 1,41 \$ | 9 | 3,04 \$ | 3,07 \$ | (1) |
| Moins : gain sur cession de la filiale de la Banque à Nassau | 3 | – | – | | – | (0,20) | |
| Bénéfice dilué par action ordinaire excluant les éléments particuliers | | 1,53 \$ | 1,41 \$ | 9 | 3,04 \$ | 2,87 \$ | 6 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires | | | | | | | |
| Incluant les éléments particuliers | | 18,5 % | 14,3 % | | 11,5 % | 18,6 % | |
| Excluant les éléments particuliers | | 19,4 % | 20,2 % | | 19,3 % | 20,7 % | |

(1) Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, les éléments suivants, déduction faite des impôts, ont été comptabilisés relativement à la détention de PCAA : des pertes sur des opérations de couverture économique de 17 M\$ (2008 : 49 M\$), le coût de financement du PCAA de 2 M\$ (2008 : 10 M\$) ainsi que les honoraires professionnels reliés au dossier du PCAA de 1 M\$ (2008 : 5 M\$).

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, les éléments suivants, déduction faite des impôts, ont été comptabilisés relativement à la détention de PCAA : une perte sur valeurs mobilières disponibles à la vente relative au PCAA de 129 M\$ (2008 : nil), des pertes sur des opérations de couverture économique de 18 M\$ (2008 : 49 M\$), les intérêts reçus ou à recevoir sur le PCAA détenu de 41 M\$ (2008 : nil), le coût de financement du PCAA de 9 M\$ (2008 : 23 M\$) ainsi que les honoraires professionnels reliés au dossier du PCAA de 3 M\$ (2008 : 6 M\$).

(2) Au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, des dotations aux pertes sur créances liées aux engagements de crédit envers les clients détenant du PCAA de 86 M\$, déduction faite des impôts, ont été comptabilisées (2008 : nil).

(3) Au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, un gain net de 32 M\$ a été comptabilisé suite à la cession de la filiale de la Banque à Nassau, aux Bahamas.

MISE EN GARDE À PROPOS DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, la Banque Nationale du Canada (la « Banque ») fait des déclarations prospectives écrites et verbales, notamment celles contenues dans la section « Les grandes tendances économiques et leurs enjeux » et la rubrique « Objectifs à moyen terme » de la section « Vue d'ensemble » du Rapport annuel 2008, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens et dans d'autres communications, aux fins de décrire le contexte économique dans lequel la Banque évoluera au cours de l'exercice 2009 et les objectifs qu'elle souhaite atteindre au cours de cette période. Ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération des législations canadienne et américaine en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations à l'égard de l'économie – notamment les économies canadienne et américaine –, de l'évolution des marchés, des observations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, le rendement financier prévu de la Banque et certains risques auxquels la Banque est confrontée. Ces déclarations prospectives sont habituellement marquées par l'usage de verbes au futur et au conditionnel ou par l'emploi d'expression comme « prévoir », « croire », « estimer », « projeter », « s'attendre à », « avoir l'intention de » et d'autres mots ou expressions similaires.

En raison de leur nature même, ces déclarations prospectives supposent l'élaboration d'hypothèses, et elles comportent donc nécessairement des risques et des incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses qui ont trait à la performance des économies du Canada et des États-Unis en 2009 et à leurs effets sur les activités de la Banque figurent parmi les facteurs importants pris en considération au moment d'établir les priorités et les objectifs stratégiques et de fixer les objectifs financiers, notamment en ce qui a trait à la réserve pour créances irrécouvrables. Avec la crise financière et de crédit qui sévit actuellement, l'année 2009 pourrait être marquée par un ralentissement généralisé de l'économie mondiale qui pourrait affecter le principal partenaire économique du Canada, les États-Unis. La crise financière pourrait se traduire par un niveau d'activités faible sur les marchés financiers et un coût des fonds plus élevé pour les institutions financières. Il est fort probable que les faillites des particuliers et des entreprises pourraient augmenter au cours des prochains trimestres. Au moment d'établir les prévisions concernant la croissance économique en général et dans le secteur des services financiers, la Banque s'appuie surtout sur les données économiques historiques fournies par les gouvernements du Canada et des États-Unis et leurs organismes. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où la Banque est présente, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants pris en considération dans l'établissement du taux d'imposition effectif. Le risque est élevé que les projections expresses ou implicites contenues dans ces déclarations ne se réalisent pas ou se révèlent inexactes. Divers facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les mesures ou les événements futurs varient sensiblement des objectifs, attentes, estimations ou intentions figurant dans les présentes déclarations prospectives. Ces écarts peuvent être causés par des facteurs dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Banque, notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque de liquidité; la vigueur des économies canadienne et américaine ainsi que des économies des autres pays où la Banque exerce ses activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires, notamment aux politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine; les effets de la concurrence dans les marchés où la Banque fait affaire; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; l'évolution de la situation concernant le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) et les liquidités sur le marché du PCAA; la capacité de la Banque d'obtenir des informations exactes et complètes de ses clients ou contreparties ou en leur nom; la capacité de la Banque d'aligner avec succès sa structure organisationnelle, ses ressources et ses processus, ainsi que sa capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que la Banque utilise aux fins de la présentation de sa situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux principales estimations comptables; l'aptitude de la Banque à recruter et retenir des dirigeants clés; les risques opérationnels, y compris ceux qui sont reliés à la dépendance de la Banque à l'égard de tiers relativement à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque, ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services au moment opportun; les modifications apportées aux estimations concernant les provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles; l'incidence éventuelle sur les activités d'urgences en matière de santé publique, de conflits, d'autres événements internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux qui sont liés à la lutte au terrorisme, et la mesure dans laquelle la Banque prévoit les risques découlant de ces faits et de sa capacité à les gérer efficacement. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une forte incidence défavorable sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque.

La liste des facteurs de risques susmentionnés n'est pas exhaustive. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion des risques » et « Facteurs pouvant affecter les résultats futurs » du Rapport annuel 2008. Les investisseurs et autres personnes qui se fondent sur les déclarations prospectives de la Banque doivent considérer soigneusement les facteurs susmentionnés ainsi que les incertitudes et les risques qu'ils comportent. La Banque met aussi en garde le lecteur contre une confiance induite dans ces déclarations prospectives. À moins que la loi ne l'exige, la Banque ne prévoit pas mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite de temps à autre pour ses besoins.

L'information prospective contenue dans le présent document est destinée aux fins de l'interprétation des renseignements contenus dans ce document et pourrait ne pas convenir à d'autres fins.

Divulcation des résultats du deuxième trimestre 2009

Conférence téléphonique

- Une conférence téléphonique pour les analystes et investisseurs institutionnels aura lieu le 28 mai 2009 à 13h HAE.
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : 1 866 862-3908 ou 416 641-6130.
- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 4 juin 2009 en composant le 1 800 408-3053 ou le 416 695-5800. Le code d'accès est le 8331441#.

Diffusion de l'appel sur le web

- La conférence téléphonique sur les résultats sera diffusée en direct via Internet au www.bnc.ca/relationsinvestisseurs.
- Une version archivée de l'événement diffusé sur le web sera disponible après la fin de l'appel.

Documents financiers

- Les états financiers trimestriels sont en tout temps disponibles dans le site web de la Banque Nationale du Canada à www.bnc.ca/relationsinvestisseurs.
- Le Rapport aux actionnaires et les informations financières complémentaires, ainsi que les diapositives de présentation, se retrouveront dans le site de la Banque Nationale à la page des Relations avec les investisseurs, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Pour plus de renseignements :

Patricia Curadeau-Grou
Chef des finances et
vice-présidente exécutive
Finance, Risque
et Trésorerie
514 394-6619

Jean Dagenais
Premier vice-président
Finance, Fiscalité et
Relations investisseurs
514 394-6233

Denis Dubé
Directeur principal
Relations publiques
514 394-8644

Hélène Baril
Directrice principale
Relations investisseurs
514 394-0296